

L'an deux mille vingt-trois le jeudi vingt-cinq mai à dix-sept heures, le Conseil communautaire de DECAZEVILLE COMMUNAUTE s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans les locaux des services techniques de la Communauté de Communes, salle du Puy du Wolf, sous la présidence de M. François MARTY

Conseillers en exercice :	31
Quorum	16
Conseillers présents :	22
Et Conseillers suppléés :	3
Conseillers représentés :	4
Date de convocation :	15/05/2023

**Etaient présents :**

Mme AGUIAR Virginie, M. ALONSO Alain, M. ANDRIEU Maurice, M. BALDIT Jean-Pierre, M. CANTALOUBE Daniel, M. CAYRON Francis, M. COUDERC Maurice, Mme COUDERC Michèle, Mme CUSSAC Anne-Marie, M. DELCLAUX Jean-François, M. DENOIT Jean-Louis, M. GINESTET Jean-Paul, Mme GRIALOU Marie-Claude, Mme JOSEPH EDMOND Michèle, M. LADRECH Jean-Pierre, M. MARTINEZ André, M. MARTY François, Mme MAZENQ Chantal, Mme MURAT GUIANCE Marie-Hélène, M. RAFFI Michel, M. RICCI Hervé, M. SMAHA Romain, Mme TEULIER Christine, M. TIEULIE Pierre, Mme WENZKE Laurence.

**Etaient absents et représentés :**

Mme CALMETTE Evelyne a donné procuration à M. MARTY François, Mme DOUNET Corinne a donné procuration à M. LADRECH Jean-Pierre, M. JOFFRE Roland a donné procuration à Mme WENZKE Laurence, M. MAZET Pascal a donné procuration à M. DENOIT Jean-Louis

**Etaient absents et/ou excusés :**

M. CAVAGNAC Bruno (remplacé par son suppléant M. RICCI Hervé), M. PONS Gilles (remplacé par son suppléant M. GINESTET Jean-Paul), M. REYNES Jean-Michel (remplacé par son suppléant M. DELCLAUX Jean-François), M. ALEXANDRE Laurent, Mme ANGLARES Christine

**M. Romain SMAHA est désigné en qualité de secrétaire de séance en application des articles L 5211-1 et L 2121-15 du code général des collectivités territoriales, assisté de 2 secrétaires auxiliaires.**

**Objet : PLUI-H : lancement de la procédure de modification simplifiée n° 1**

Le conseil communautaire ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 153-36 et suivants, L 153-45 et suivants,

VU l'arrêté préfectoral n° 12-2016-10-25-001 du 25 octobre 2016 portant fusion des Communautés de Communes du Bassin Decazeville Aubin et de la Vallée du Lot et création de Decazeville Communauté, et indiquant dans son article 4 exerce de plein droit en lieu et place des communes membres, la compétence en matière de plan local d'urbanisme ;

VU l'arrêté préfectoral n° 12-2016-10-25-002 du 16 décembre 2016, portant composition du conseil communautaire de Decazeville communauté et l'arrêté préfectoral n° 12-2019-09-10-002 du 10 septembre 2019, constatant le nombre total de sièges que compte l'organe délibérant de l'EPCI et leur répartition par commune membre ;

VU la délibération n° 2020/054 du 8 juin 2020 portant installation du Conseil Communautaire ;

VU la délibération n° 2020/055 du 8 juin 2020 du Conseil Communautaire portant élection du Président ;

VU le règlement intérieur approuvé par délibération n° 2020/179 du 5 novembre 2020 du conseil communautaire ;

VU le Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant Programme Local de l'Habitat de Decazeville communauté approuvé par délibération du Conseil communautaire du 11 mars 2021,

VU la délibération n° 2021/127 du Conseil Communautaire approuvant le principe du lancement d'une modification de droit commun du PLUI-H,

VU le rapport du 25 mai 2023 et ses annexes exposant ce qui suit :

Le Vice-président, M. Maurice ANDRIEU, expose que le Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant Programme

### **1) Contexte et contenu de la 1<sup>ère</sup> modification simplifiée du PLUI-H**

Pour rappel, il a fait l'objet d'une **1<sup>ère</sup> procédure de modification lancée par délibération du conseil communautaire du 15 juin 2021 n° 2021/127**. Ce projet de modification n'a toutefois **pas été mené à son terme**. Depuis cette délibération, au gré de la concertation menée avec notamment les Communes et l'Etat, d'autres sujets justifiant une évolution du plan local d'urbanisme ont émergé et nécessitent une réflexion d'ensemble.

Cette 1<sup>ère</sup> modification du PLUIH avait été engagée notamment pour prendre en compte les projets de la Communauté de Communes et des 12 communes dans les domaines de l'habitat, de l'urbanisme, de la protection du patrimoine bâti et naturel, des déplacements, de l'accueil des entreprises ou encore de la préservation du commerce. Elle permettait au PLUIH de se mettre en cohérence avec l'avancement de réflexions sur le territoire communautaire, mais également de répondre à certaines demandes particulières.

Certaines demandes telles que les changements de zonages de zones agricoles ou naturelles vers des zones urbaines ne rentraient toutefois pas dans le champ d'application de ces modifications et relevaient exclusivement d'une procédure de révision, procédure qui sera lancée ultérieurement.

Il est donc proposé de **rapporter la délibération n° 2021/127**, puis d'approuver le principe de lancer deux procédures de modifications du PLUI-H :

- une procédure de modification simplifiée avec concertation de la population et sans enquête publique,
- ainsi qu'une procédure de modification de droit commun avec enquête publique.
- Ces 2 évolutions possibles, ni individuellement, ni cumulativement, ne justifient pas le recours à la procédure de révision, au vu des critères prévus à l'article L. 153-31 du code de l'urbanisme. Elles sont listées dans le document en annexe du présent projet.

### **2) Contexte et contenu**

Cette 1<sup>ère</sup> modification simplifiée sans enquête publique est engagée pour prendre en compte des projets d'urbanisation et d'aménagement en vue de l'accueil de nouveaux habitants et d'entreprises à court terme.

Les évolutions envisagées entrent dans le cadre de la procédure de modification simplifiée sans enquête publique, car elles n'ont pas pour effet (*Cf. art. L. 153-45 du Code de l'urbanisme*) :

- 1° Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan,
- 2° Soit de diminuer ces possibilités de construire,
- 3° Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser.

### **3) Objectifs poursuivis**

Les évolutions envisagées regroupées sous 5 thématiques s'inscrivent en cohérence avec les orientations du Projet d'aménagement et de développement durable (PADD). Elles ont été adressées aux conseillers communautaires, à titre informatif et de manière non exhaustive, dans un document annexé à la convocation du conseil communautaire du jour.

Les objectifs poursuivis par cette 1<sup>ère</sup> modification du PLUIH et qui donneront notamment lieu à adaptation des règlements écrits et graphiques, ainsi que des documents annexes du PLUI-H portent entre autres sur :

#### **1. Des modifications de zonages :**

- Modifier le zonage d'un secteur Uh-2 (*secteur dédié à de l'habitat pavillonnaire*) vers un zonage urbain adapté permettant un changement de destination des bâtiments existants de l'AFPA, et incluant également les activités économiques existantes sur le secteur considéré. Aucune extension n'y sera toutefois possible du fait des contraintes du PPRM (plan prévention risques minier) et PPRI (plan prévention risque inondation). Seul un changement de destination des bâtiments vers une activité artisanale, industrielle ou commerciale y sera autorisée.
- Transformer un zonage urbain : passage de zone Uc-1 en zone Uc-2, afin de permettre la réalisation d'un étage supplémentaire dans le village.

- Adapter les linéaires commerciaux et artisanaux protégés.

**3. Des emplacements réservés :**

- Mettre à jour la liste des emplacements réservés : suppressions, modifications de périmètre, etc...

**4. Des évolutions des orientations d'aménagement et de programmation (OAP) :**

- Evolution des phasages des zones, des aménagements internes, des accès, des largeurs de voiries préconisées, des plantations et espaces à aménager, des modalités d'urbanisation, des périmètres, afin de faciliter leur mise en œuvre, etc....

**5. Des modifications du règlement écrit :**

- Adapter les règles aux évolutions ci-avant évoquées
- Adapter les règles (*pente de toiture et aspect extérieur des constructions annexes, nature des activités réglementées, distances d'implantation aux limites séparatives, plantations, clôtures, etc...*) et les palettes de couleurs en zone Ux (*nuancier*), etc...
- Toiletter le règlement (*coquilles zonage et règlement, erreurs matérielles, libellés à préciser, etc..*)

**4) Procédure à suivre**

Les 12 communes membres de Decazeville Communauté sont concernées par cette procédure qui va se décliner comme suit :

- La démarche est initiée par arrêté du Président de la Communauté de Communes et la modification simplifiée doit être approuvée en fin de procédure par le Conseil Communautaire. Les modalités de mise à disposition du public seront également définies. Il sera nécessaire de procéder à la réalisation du dossier technique, d'une note de présentation et à la justification que les modifications envisagées ne justifient pas d'évaluation environnementale au sens du 2° de l'article R. 104-12 du code de l'urbanisme.
- Le projet de modification ne nécessite pas la consultation préalable des services de l'Etat ou d'autres personnes publiques. Il fera l'objet d'une notification (envoi du dossier) à l'ensemble des personnes publiques associées, dont les 12 communes qui auront un délai de 2 mois pour rendre leur avis.
- Le projet de modification, l'exposé de ses motifs, ainsi que, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées, seront mis à la disposition du public pendant 30 jours dans les locaux de la Communauté de Communes (*Centre technique intercommunal, Fontvergues, 12300 Decazeville*), ainsi que dans les mairies concernées, aux jours et heures habituels d'ouverture au public, ainsi que sur le site internet de la Communauté de Communes.
- La procédure de modification simplifiée est dispensée d'enquête publique.
- Au terme de la procédure, le projet sera présenté pour approbation en conseil communautaire.

Le conseil communautaire est invité à en délibérer.

**L'exposé du Vice-président, M. Maurice ANDRIEU, entendu et après en avoir délibéré, les membres du Conseil communautaire, réunis le 25 mai 2023, sous la présidence de M. François MARTY, dans les locaux des services techniques de la Communauté de communes, salle du Puy de Wolf, décident à l'unanimité des membres présents, suppléés et représentés :**

- **D'approuver le principe du lancement d'une procédure de modification simplifiée n° 1 du plan local d'urbanisme et de rapporter la délibération n° 2021/127 du 15 juin 2021,**
- **D'inviter le président à prescrire, par le biais d'un arrêté, la modification simplifiée n° 1 du PLUi –H,**
- **De donner délégation au président ou à son représentant pour signer tout acte, contrat, avenant ou convention de prestations ou de services nécessaires à la modification du PLUi-H, et l'autoriser à définir et mettre en œuvre les modalités d'information et de concertation, et au besoin à procéder à toutes autres mesures appropriées.**

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits.  
Ont signé au registre des délibérations le Président et le secrétaire de séance.

Pour extrait conforme,  
Le Président de Dédazeville Communauté,



François MARTY

*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues aux articles L 5211-1 et L 2131-2 du code général des collectivités territoriales.*

**Délais et voies de recours :** Le présent acte peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Toulouse territorialement compétent, situé 68, rue Raymond IV, B.P. 7007, 31068 Toulouse Cedex 07, dans le délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification (*articles R 421-1 et suivants du code de justice administrative*). Le tribunal peut être saisi par courrier ou via l'application informatique Télérecours, accessible par le lien <http://www.telerecours.fr>

Un recours gracieux peut également être exercé contre cet acte auprès de l'auteur de l'acte. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. Toutefois, le silence gardé pendant deux mois sur une réclamation vaut décision implicite de rejet (*article R 421-2 du code de justice administrative*).